

# L'éducation, un outil de la renaissance

*C'est le 6 décembre 1999 à Johannesburg en Afrique du Sud, que les ministres africains de l'Éducation, les représentants de la société civile et d'organismes de développement international, ont défini le Cadre d'action régional pour l'Afrique Subsaharienne en perspective du Forum mondial pour l'Éducation pour Tous qui s'ouvre demain à Dakar.*

Les ministres africains de l'éducation, les représentants de la société civile et des organismes de développement international en appelant dans leur plate forme régionale pour une claire identification des priorités dans le domaine de l'Éducation qui soient à cheval avec les exigences de la nouvelle vision en faveur de la renaissance africaine au triple plan social, économique et culturel.

Il s'agit concrètement indique le document africain transmis au secrétariat du Forum, d'améliorer à tous les niveaux et pour toutes les couches sociales, l'accès et l'égalité à l'Éducation.

Pour cela, il convient selon les africains, de réviser systématiquement les législations conformément aux objectifs de développement et de développer les politiques éducatives.

Les gouvernements de la région sont invités pour leur part, à mobiliser et à redistribuer les moyens financiers pour le renforcement de l'Éducation de base. L'appropriation, la pérennité et l'accessibilité du système scolaire par les différents acteurs de l'Éducation passe, selon les africains, par une coopération plus étroite entre les gouvernements centraux d'une part, les pouvoirs locaux, les écoles, les communautés et les familles d'autre part.

Enfin, les enfants de la rue, les enfants qui travaillent ou qui appartiennent à des

minorités ou communautés nomades, ceux qui vivent dans des régions reculées ou déchirées par des conflits armés, les orphelins du VIH/Sida, les enfants prisonniers et les enfants handicapés doivent selon le vœu des africains, faire désormais l'objet d'une attention toute particulière.

Les gouvernements africains ont profité de leur viatique au Forum de Dakar, pour préciser par ailleurs, à leurs partenaires qu'ils ont déployé globalement ces dernières années, des efforts substantiels pour atteindre les objectifs fixés lors de la Conférence mondiale sur l'Éducation pour Tous tenue en 1990 à Jomtien, en Thaïlande.

Ces efforts tiennent-ils à préciser, ont été consentis dans un contexte de multiples obstacles et de conditions exceptionnellement difficiles.

Ces dix dernières années les efforts ont été surtout notés dans les pays engagés dans des processus de reconstruction et de réforme à la suite des conflits les ayant déchirés. Al'opposé, des reculs ont été dépendant enregistrés chez près du tiers des Etats de la région toujours ou nouvellement plongés dans des situations de guerres et des conflits civils.

Nombre de ces pays ont souffert de la fragilité des infrastructures matérielles et institutionnelles, ainsi que de la mise en œuvre, souvent assez sévère et brutale,

des programmes d'ajustement structurel, de l'alourdissement du fardeau de la dette, des distorsions du système économique mondial, de la mauvaise gouvernance, du manque et de la mauvaise utilisation des ressources, ainsi que de la sécheresse et des inondations.

En plus, la pandémie du Sida et les conflits armés ont continué d'influer négativement sur l'Éducation en Afrique. Tant et si bien que pendant les dix ans qui ont suivi Jomtien, seuls 10 pays ont pu atteindre l'enseignement primaire universel. Sur les 41 millions d'enfants d'âge scolaire qui ne sont pas scolarisés, 56% sont de sexe féminin.

C'est précisément en Afrique australe que l'égalité entre filles et garçons est la plus respectée. C'est également à l'extrême sud du Sahara, que les disparités entre les sexes sont les plus frappantes.

Les africains constatent enfin qu'en règle générale, sur leur continent, lorsque les taux de scolarisation et d'alphabetisation sont élevés, l'égalité entre garçons et filles est la règle. C'est dire que le meilleur façon de promouvoir l'éducation des filles c'est aussi d'intensifier.

## LES 9 PLUS PEUPLES

# Eradiquer l'illettrisme des adultes

*Le Bangladesh, le Brésil, la Chine, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, le Nigeria et le Pakistan, les neuf pays les plus peuplés du monde rassemblés au sein d'un groupe régional spécifique baptisé E-9 se sont réunis à Recife, au Brésil, du 31 janvier au 2 février 2000 pour fixer leurs priorités dans la perspective du pacte mon-*

*dial en finalisation lors du Forum Mondial de Dakar sur l'Éducation pour Tous. Ce groupe qui représente à lui seul plus de 50% de la population mondiale, accorde une attention cruciale à la fois à l'éducation des adultes et à l'enseignement primaire universel.*

Le groupe des neuf pays les plus peuplés au monde se sont entendus à Recife pour accorder la priorité nationale absolue à l'EPT et en particulier, à l'éradication de l'illettrisme chez les adultes. Ils comptent aussi augmenter le nombre d'élèves terminant effectivement leurs études primaires, secondaires ou supérieures et intégrer à part entière des enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux dans les établissements scolaires ordinaires. Les 9 pays comptent par ailleurs, opérer des changements dans les législations pour généraliser l'éducation de base et intégrer le principe d'EPT dans les prises de position relatives aux politiques à adopter.

Pour favoriser un accès scolaire universel à Internet et à toutes les formes de médias électroniques, ils recommandent de mettre sur pied des systèmes nationaux de communication en réseaux. Les pays E-9 donnent par ailleurs, une importance capitale à la prise en charge des valeurs morales dans les programmes scolaires de l'éducation de base en insistant sur l'importance de valeurs démocratiques telles que la justice, l'honnêteté, la tolérance et le respect envers la diversité et l'équité pour les enseignants et les élèves. Il importe de mesurer l'amélioration de la qualité de l'enseignement à l'aune du niveau national mais aussi, en prenant en compte l'acquisition de connaissances générales et relatives à la vie active et de compétences technologiques.

L'éducation des adolescents sur le VIH/Sida et leur préparation à la vie active sont importantes tout comme la poursuite des réformes nécessaires en matière de gestion

de l'éducation pour en améliorer l'administration et la supervision. Les pays les plus peuplés ont réitéré par ailleurs leur résolution d'accroître l'affectation de ressources destinées à l'EPT par les gouvernements centraux, locaux et les provinces. Ils précisent cependant que la société civile, les Ong, les secteurs productifs et les entreprises doivent contribuer et s'impliquer également dans l'Éducation pour tous. Certains pays du groupe des 9 regrettent au passage les énormes contraintes auxquelles ils sont confrontés à chaque fois qu'ils cherchent à mobiliser des ressources appropriées pour l'éducation de base.

Les E-9 invitent par conséquent les organismes de développement international à renouveler et examiner leurs stratégies conformément aux plans et aux priorités nationales et à élaborer un cadre d'action mieux coordonné pour fournir une assistance internationale destinée à une éducation de qualité pour tous. Un appel pressant est ainsi lancé à la communauté internationale pour soutenir l'EPT dans chacun des pays ; faciliter la réduction et l'annulation de la dette ; promouvoir l'alphabetisation, la santé et l'atténuation des tensions sociales.

Les neuf attendent également de cette communauté internationale qu'elle fournisse enfin une assistance technique susceptible d'améliorer les statistiques relatives à l'éducation et les systèmes d'information et pour en affiner l'évaluation pour une éducation de qualité pour tous.

Le cadre d'action des neuf pays les plus peuplés du monde s'est félicité des efforts fournis par les différents Etats, depuis la Jomtien et le sommet des chefs d'Etats des pays E-9 sur l'EPT à New Delhi en

## Amériques Caraïbes

# Eduquer pour vaincre la pauvreté et l'exclusion

Les pays de cette région estiment que la diversité des situations d'un pays à l'autre et l'hétérogénéité des conditions au sein de chacun d'entre eux rend difficile la formulation de stratégies homogènes visant à atteindre les objectifs et à remplir les engagements pris par tous. Ceci signifie pour eux une approche spécifique devant amener les Etats américains à convertir les engagements régionaux en objectifs nationaux, selon leurs propres moyens.

Ils estiment cependant que cette diversité enferme intrinsèquement le dénominateur commun de la pauvreté, des inégalités et de l'exclusion qui, dans la région, frappent un grand nombre de familles. Ils sont par conséquent engagé, à donner la priorité à ces personnes par le biais de stratégies et d'objectifs différenciés.

Les pays américains et des Caraïbes s'engagent par ailleurs à mettre en place, sur le plan national, des mécanismes de coopération en matière de politiques publiques qui affirment la coresponsabilité de l'État, de la sphère privée et de la société en général dans la définition et la mise en oeuvre des objectifs spécifiques. Ils s'engagent également à passer en revue, régulièrement et de manière transparente leurs activités.

L'information, la communication et les partenariats avec les médias

*Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui se sont réunis à Saint Domingue du 10 au 12 février 2000, ont convenu d'un cadre d'action régional dans lequel ils ont identifié les défis à relever pendant les 15 prochaines années dans le domaine de l'EPT. Pour eux, tout se résume en un impératif majeur, une sur priorité ayant pour finalité d'éradiquer la pauvreté, ainsi que toutes les formes d'exclusion et d'inégalité qui gangrèment la région.*

constituent selon des moyens privilégiés pour atteindre les objectifs d'EPT.

Un appel est également lancé dans leur cadre d'action, aux organisations de coopération internationale pour contribuer à vaincre les disparités intra-régionales en accordant la priorité aux efforts des pays qui rencontrent le plus d'obstacles pour atteindre leurs objectifs.

Les pays de la région ont décidé par ailleurs de s'attaquer, dans les années à venir, à des questions toujours en suspens malgré les efforts fournis dans le cadre des recommandations de Jomtien.

Il s'agit notamment d'accroître l'investissement social dans la protection de la petite enfance en élargissant ses possibilités d'accès à des programmes d'éveil et en améliorant la portée des programmes d'Éducation du premier âge.

L'accès de tous les garçons et filles aux programmes d'Éducation de base et la réduction du redouble-

ment, de l'abandon scolaire et du nombre d'élèves trop âgés, constituent pour les pays américains et des Caraïbes, un objectif stratégique.

Le cadre d'action régional des pays des Amériques et des Caraïbes engage par ailleurs ces derniers à veiller à ce que les écoles favorisent la santé, l'exercice de la citoyenneté et la formation aux compétences essentielles d'existence.

Il consigne leur engagement à accroître et réaffecter des ressources en usant de critères d'équité et d'efficacité et mobiliser d'autres ressources moyens selon des modalités alternatives.

Le région s'engage enfin à offrir des stages très complets de perfectionnement professionnel aux enseignants et mettre en oeuvre des politiques de développement de carrière qui améliorent la qualité de leur vie et leurs conditions de travail.